Les six lauréats du prix Goldman pour l'environnement

Partage international n° 322 – Juin 2015

Le prix Goldman pour l'environnement est remis annuellement à six défenseurs de l'environnement provenant de six régions du monde : l'Afrique, l'Asie, l'Europe, les nations insulaires, l'Amérique du Nord, et les Amériques centrale et du Sud. Créé en 1990 par le couple Richard et Rhoda Goldman, des philanthropes californiens, ce prix est considéré comme le Prix Nobel de l'écologie. Chacun des lauréats reçoit 175 000 dollars, ce qui fait du prix Goldman la récompense la plus lucrative offerte à des défenseurs de l'environnement à titre individuel. Voici le portrait des six héros de l'écologie primés cette année. Ils proviennent du Kenya, du Myanmar, d'Haïti, du Canada, du Honduras et d'Ecosse.

Au Kenya, la pression populaire fait fermer une usine polluante

Jeune maman, Phyllis Omido se rend compte que son bébé, qu'elle nourrit au sein, est malade. Des niveaux dangereux de plomb sont trouvés dans son sang, et les médecins en déduisent que c'est elle, la mère, qui est contaminée. Phyllis découvre alors que beaucoup d'autres personnes vivant comme elle tout près d'une fonderie de plomb sont également empoisonnées. Le plomb est employé dans la fabrication de batteries rendues nécessaires par l'essor rapide du photovoltaïque au Kenya. Phyllis devient alors la porte-parole de la communauté. Elle présente un rapport qui démontre la nature toxique des déchets rejetés par l'usine et préconise de la relocaliser. En outre, les permis d'exploitation dont dispose l'usine ont été obtenus de façon illégale.

Phyllis sera soumise à de multiples pressions ; elle est agressée par deux hommes armés, et jetée en prison pour incitation à la violence. En même temps, elle est dans l'impossibilité de payer les 2 000 dollars qu'elle doit pour les soins médicaux à son enfant. L'usine paye alors ces frais en échange de son silence. Mais Phyllis n'abandonne pas. Elle crée une association et multiplie les actions. Elle organise des manifestations, des campagnes d'envoi de lettres. Elle accompagne des parents illettrés à l'hôpital pour les aider à communiquer avec les médecins et faire analyser le sang de leurs enfants. Ces analyses révèlent toujours les mêmes niveaux de plomb alarmants. Des analyses géologiques montrent également que le niveau de plomb dans le sol a été multiplié par dix en six ans. Après des mois de lutte, sous la pression populaire, l'usine finit par fermer début 2014. Les autorités ont depuis promis de nettoyer le site et les environs.

Projet de barrage stoppé en Birmanie

Myint Zaw a grandi dans une région rurale du delta de la rivière Irrawaddy. Il a beaucoup nagé dans les eaux de la rivière et joué dans les montagnes environnantes. C'est cette proximité avec la nature qui détermina son choix de devenir journaliste spécialisé dans l'écologie.

Après ses études à l'étranger, il rentre au pays et crée une fondation pour aider les victimes du cyclone Nargis. Il comprend que son talent pour raconter des histoires peut servir la cause écologiste. C'est alors qu'une compagnie chinoise annonce qu'elle va investir 3,2 milliards de dollars pour construire un barrage sur l'Irrawaddy, afin de produire de l'énergie dont la majorité sera envoyée en Chine, alors que la Birmanie manque encore cruellement d'électricité.

En 2009, Myint Zaw réoriente les activités de sa fondation afin de s'occuper principalement du barrage. Il organise des expositions pour sensibiliser le public aux conséquences sur l'environnement de la construction d'un tel ouvrage. Il parvient à mener des campagnes efficaces malgré un accès réduit à Internet, au mail et aux réseaux sociaux.

Les expositions se convertissent peu à peu en un mouvement relayé dans tout le pays.

Des artistes écrivent des poèmes et des chansons sur leur amour de la rivière. Partout, de simples citoyens distribuent des tracts et des DVD. Ces actions finissent par toucher les décideurs politiques et les médias, auxquels le nouveau gouvernement a laissé un peu de liberté.

En 2011, la campagne contre la construction du barrage atteint les plus hauts niveaux du gouvernement et le président Thein Sein décide d'enterrer ce projet.

Création d'une aire marine protégée en Haïti

Jean Wiener est un biologiste marin qui est né et a grandi en Haïti. Il rêve de revoir un jour la richesse de la biodiversité qu'il a pu observer dans sa jeunesse dans les eaux du pays. Mais la pauvreté pousse les habitants à surexploiter les ressources de la mer, de la mangrove (que les habitants déciment pour fabriquer du charbon de bois) et du corail. De retour en Haïti après ses études, il fonde en 1992 la FoProBiM (Fondation pour la protection de la biodiversité marine). Par la suite, il crée une zone marine protégée avec la collaboration des communautés locales. Il parvient à associer les villageois à ses recherches, les incite à préserver les mangroves et les récifs coralliens en montrant leur importance dans la reconstitution des espèces marines. De plus, la mangrove peut leur fournir du miel. En juillet 2013, après plus de 20 ans d'efforts, le gouvernement haïtien accorde le statut officiel d'AMP – aire marine protégée – à deux zones, une sur la côte sud-ouest de l'île et l'autre au nord-est dans la baie de Caracol. Jean Wiener travaille maintenant pour que les communautés locales puissent gérer elles-mêmes ces AMP.

Un projet de mine est abandonné au Canada

Marilyn Baptiste a passé la plus grande part de son enfance dans la Nemiah Valley, au sein des Xeni Gwet'in, membres des Nations premières de la Colombie-Britannique. Ces peuples ont toujours été d'inébranlables protecteurs de la terre et de la faune comme le mouflon, l'ours grizzli et le saumon sauvage. En 2008, Marilyn est élue chef de sa tribu au même moment où la compagnie Taseko Mines Limited (TML) dévoile son projet Prosperity, la plus grande mine de Colombie-Britannique. TML prévoit d'assécher le lac Fish et de l'utiliser pour stocker les déchets de la mine, ce qui aurait pour effet de détruire également le Petit lac Fish adjacent, qui est un symbole spirituel fort pour les Xeni Gwet'in. Toute la richesse biologique de la région se trouverait en grand danger, et la source principale de nourriture, d'eau et de plantes médicinales des populations locales disparaîtrait.

En janvier 2010, le gouvernement de la Colombie-Britannique accorde les permis d'exploitation pour la mine. L'agence environnementale fédérale commence alors son examen du projet. Marilyn Baptiste fait en sorte que son peuple autochtone soit partie prenante dans cette enquête. Elle réunit les anciens chefs de tribus et les experts scientifiques pour établir un rapport complet sur la relation profonde qu'entretiennent les peuples des Nations premières avec l'environnement d'un point de vue écologique, culturel et économique.

Sensible aux arguments présentés dans ce rapport, le gouvernement fédéral rejette le projet de la mine en novembre 2010. Mais TML présente un nouveau projet révisé en 2011 et commence à amener des engins de chantier lourds dans la région du lac Fish. Marilyn Baptiste répond immédiatement en bloquant seule la route conduisant au chantier.

Heureusement, le nouveau projet de TML est accueilli par des commentaires accablants de la part de l'agence environnementale fédérale, et au début de 2014, le gouvernement enterre définitivement le projet. Marilyn Baptiste et les autres chefs de tribu collaborent maintenant pour protéger de façon permanente le lac Fish et la région environnante du parc Dasiqox.

Construction d'un barrage stoppée au Honduras

En 1993, le projet du grand barrage Agua Zarca, mené conjointement par la société hondurienne DESA et l'entreprise chinoise nationalisée Sinohydro, menace d'expulsion certains peuples indigènes du Honduras. Le pays n'arrive pas à sortir de la spirale de la violence et a concédé un tiers de ses terres aux compagnies minières, qui veulent construire ce barrage pour produire l'énergie dont elles ont besoin.

Pour faire face à cette menace, Berta Caceres, de la tribu Lenca, cofonde le Conseil national des organisations populaires et indigènes du Honduras. En 2006 est lancée la campagne contre le projet du barrage. Berta Caceres dépose une plainte auprès des autorités gouvernementales et multiplie les assemblées locales au cours desquelles les communautés indigènes expriment formellement leur opposition au barrage. La campagne s'adresse également aux bailleurs de fonds internationaux du projet comme l'International Finance Corporation (IFC), le bras financier de la Banque mondiale. Ignorant ces appels, le gouvernement hondurien et les maires continuent d'appuyer le projet. Ils vont même jusqu'à falsifier les minutes d'une réunion citoyenne pour donner à croire que tout le monde est favorable au barrage, et soudoyer les habitants pour gagner leur vote. En avril 2013, Berta Caceres et les Lenca bloquent la route d'accès au site. Ils maintiennent une présence ferme mais pacifique, et résistent pendant plus d'un an à plusieurs tentatives d'expulsion et à de violentes attaques de la part des entreprises de sécurité militarisées.

Fin 2013, citant la forte résistance citoyenne et son indignation suite à l'assassinat de Tomas Garcia, un des leaders des opposants, Sinohydro résilie son

contrat avec DESA.

Le barrage subit un autre revers fatal lorsque l'IFC lui retire son financement. A ce jour, la construction du barrage est au point mort.

Mais les menaces de mort à l'encontre de Berta Caceres se poursuivent. Malgré cela, elle continuera son action jusqu'à l'abandon définitif du projet.

Création de la première aire marine protégée d'Ecosse

Depuis son adolescence, Howard Wood a passé la plupart de ses vacances sur l'île d'Arran, s'adonnant à sa passion pour la plongée sous-marine. Au cours de ses milliers de plongées, il a pu observer de première main la destruction de la faune marine provoquée par des pratiques de pêche irresponsables. Un lobbying intensif de la part des puissantes compagnies de pêche industrielle a amené le gouvernement à abroger les mesures de protection des fonds marins. Les stocks de hareng, de morue, d'aiglefin et de turbot, autrefois très abondants, s'effondrent rapidement et les pêcheurs sont forcés d'exploiter le peu de ressources qui restent dans la région : les pétoncles et les crevettes. Les dragues labourent les fonds marins, détruisant tout sur leur passage, coraux, algues et crustacés, et anéantissent toute possibilité de maintenir un écosystème marin favorable à la reproduction des espèces.

En 1995, H. Wood et son ami Don MacNeish cofondent l'ONG Community of Arran Seabed Trust (COAST) pour promouvoir la gestion durable des ressources marines au bénéfice de tous.

Ils lancent une campagne pour obtenir la création d'une zone d'interdiction de la pêche – une première en Ecosse, à Lamlash Bay dans le sud de l'île, une zone qu'ils avaient identifiée comme constituant un habitat clé pour la régénération de la faune marine. Le Parlement écossais accepte en 2008. Des plongeurs sont engagés pour surveiller la côte et faire respecter les nouvelles règles. Cet effort donne rapidement des résultats spectaculaires : en quelques années, les algues reviennent, ainsi que les coraux et les pétoncles.

Fort de ce succès, H. Wood soumet en 2012 une nouvelle proposition pour que la zone de protection du Sud-Arran soit étendue et pour la transformer en Aire marine protégée (AMP), ce qu'il obtient en 2014. Il faut souligner que cet accomplissement est le résultat d'une collaboration exceptionnelle entre les écologistes, les populations locales et les pêcheurs, qui ont tenu compte des rapports que les scientifiques ont pu établir à partir des observations des plongeurs. En juillet 2014, le gouvernement écossais a annoncé la création de trente nouvelles AMP en Ecosse sur le modèle de l'aire du Sud-Arran.

Sources : goldmanprize.org
Thématiques : environnement
Rubrique : Divers